

---

N<sup>o</sup>. XXXVI.

---

L'AMI DU PEUPLE

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN ,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL ,

*Par M. MARAT , Auteur de L'OFFRANDE A  
LA PATRIE , du Moniteur , et du PLAN DE  
CONSTITUTION , etc.*

---

Vitam impendere vero.

---

Du Jeudi 12 Novembre 1789.

---

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du 11 Novembre 1789.

---

MONSIEUR le président , à l'ouverture de cette  
séance , a annoncé que , conformément à l'ordre  
qu'il avoit reçu de l'assemblée , il s'étoit retiré  
devers le roi , et que sa majesté lui avoit paru  
très-satisfaite des remerciemens que l'assemblée  
lui avoit fait faire sur la promptitude avec laquelle

H

elle avoit réprimé les écarts de la chambre des vacations du parlement de Normandie.

On a passé ensuite à l'ordre du jour , c'est-à-dire à la discussion des plans de la nouvelle division territoriale de la France.

M. Target a défendu le plan du comité de constitution ; il a réfuté plusieurs objections avec la plus grande solidité , et son discours a été vivement applaudi.

M. Ramel-Nogaret , a pris une route opposée ; il a combattu le plan du comité , et a proposé d'y substituer l'organisation des états de Languedoc.

M. Rabaud de Saint-Etienne a dit que , conformément à une des dispositions de son cahier , il adhéroit à telle division raisonnable du royaume , qui pourroit être ordonnée par l'assemblée nationale.

M. Thouret a solidement répliqué à tout ce qu'a dit hier M. le comte de Mirabeau ; il a fait une si forte impression sur l'assemblée , qu'elle a demandé à aller aux voix.

M. le président a , de suite , posé cette question : « Sera-t-il procédé , de concert avec les députés de » chaque province , et d'après leurs instructions , à » une nouvelle division du royaume , pour la formation des départemens d'administration et de représentation ? »

Plusieurs membres ayant trouvé cette question mal posée. M. le baron de Vimpfen a opiné pour qu'on en retranchât les mots : **ET DES REPRESENTATIONS.**

M. de Clermont-Tonnerre a observé que les expressions, DE CONCERT AVEC LES DÉPUTÉS DES PROVINCES, ET D'APRÈS LEURS INSTRUCTIONS, étoient inutiles.

M. le président a ensuite posé la question de cette autre manière : « Sera-il fait une nouvelle division territoriale du royaume? Oui ou non.

L'assemblée a délibéré sur cette question, et elle a décidé qu'il sera fait une nouvelle division territoriale du royaume.

Après cette décision, M. le président a posé une seconde question, en ces termes : « La nouvelle division de la France sera-t-elle formée d'environ 80 départemens? Oui ou non.

M. de Montlausier a proposé, pour amendement à cette question, de supprimer le mot ENVIRON, et de dire : »Sera-t-elle formée d'un nombre de départemens, qui ne pourra pas être au-dessous de soixante-quinze, ni au-dessus de quatre-vingt-cinq? »Ceci, a-t-il dit, vaudra beaucoup mieux que le vague qui se trouve dans le mot ENVIRON. Cet amendement a été adopté.

On a ensuite mis aux voix la question et l'amendement réunis, et il a été décrété »que la nouvelle division territoriale de la France sera de 75 à 85 départemens«.

Le recensement des scrutins n'a pas encore présenté de résultat décisif. M. l'archevêque d'Aix et M. Thouret se sont trouvés une seconde fois en concurrence. On procédera, après la séance, à une nouvelle opération de scrutins.

H 2

## OBSERVATIONS DU RÉDACTEUR,

## SUR LA LETTRE DU NUMÉRO PRÉCÉDENT.

Cette lettre m'a été adressée par un avocat que l'on regarde comme la tête du barreau. Il connoît sans doute les formes juridiques du palais, et peut très-bien plaider une cause d'homme privé à homme privé; mais il n'a pas la moindre idée de politique; il méconnoît également et les droits des commettans sur leur commis, et le droit de dénonciation contre les dépositaires de l'autorité qui en est la suite, et la manière de juger ces dénonciations: en un mot, c'est un juriste, et non un homme d'état.

Le moyen d'en être surpris! Lorsqu'un peuple sort de l'esclavage, il s'en faut de beaucoup qu'il soit libre. D'abord, dans l'anarchie, il passe à la licence, puis il retombe dans l'oppression; il lutte contre la tyrannie, et il n'arrive à la liberté que lorsque les factions ennemies sont anéanties; que le progrès des lumières a fixé l'opinion publique, qu'il s'est formé de saines idées des droits de l'homme et du citoyen, des limites des différens pouvoirs qui constituent la machine politique, des vrais rapports du peuple souverain aux dépositaires de ces pouvoirs, de ceux des citoyens aux agens de l'autorité, et de ceux des citoyens aux citoyens; c'est - à - dire lorsqu'il s'est formé des principes.

Confondre quelques-uns de ces rapports, c'est les renverser tous. Mais ces principes ne sont pas si difficiles à suivre qu'on le pense : ils sont du ressort du simple bon sens. Je vais mettre mes lecteurs à portée de les déduire eux-mêmes de l'exposé d'une affaire relative à celle qui fait l'objet du numéro du jour.

On sait qu'à l'entrée de la nuit du 14 juillet, je fis avorter le projet formé de surprendre Paris, en y introduisant, par trahison, plusieurs régimens de dragons et de cavalerie allemande, dont un nombreux détachement (1) y étoit déjà reçu aux acclamations. Il venoit de reconnoître le quartier Saint-Honoré, et alloit reconnoître le quartier Saint-Germain, lorsque je le rencontrai sur le pont-neuf, où il fit halte pour permettre à l'officier qui étoit à la tête de haranguer la multitude. Le ton de l'orateur me parut suspect. Il annonça, comme une bonne nouvelle, la prompte arrivée de tous les dragons, de tous les hussards, et de Royal-Allemand cavalerie, qui devoit se réunir aux citoyens pour combattre avec eux. Un piège aussi grossier n'étoit pas fait pour réussir. Et, quoique l'orateur se fût attiré les acclamations d'une foule immense dans tous les quartiers où il avoit débité sa nouvelle, je ne balançai pas un instant à le regarder comme un perfide.

---

\* Il étoit composé de quarante-cinq dragons et quarante-cinq hussards.

Je m'élançai du trottoir , fendis la foule jusqu'à la tête des chevaux ; j'arrêtai sa marche triomphale , le somma de faire mettre pied à terre à sa troupe , et de remettre leurs armes , pour les recevoir ensuite des mains de la patrie. Son silence ne me laissa plus de doute : je pressai le commandant de la garde bourgeoise qui conduisoit ces cavaliers , de s'assurer d'eux. Il me traita de visionnaire , je le traitai d'imbécille ; et ne voyant plus d'autre moyen de faire avorter leur projet , je les dénonçai au public , comme des traîtres qui venoient pour nous égorger dans la nuit. L'alarme que je répandois à grands cris en imposa au commandant , et la menace que je lui fis d'aller le dénoncer lui-même , le détermina ; il fit faire volte-face aux cavaliers , et les présenta à la ville , où on leur proposa de mettre bas les armes ; ils refusèrent , et on les renvoya à leur camp sous bonne escorte.

Ici supposons , mon cher lecteur , que l'orateur militaire , partant des maximes de M. Joly , eût adressé ses réclamations en ces mots : « Vous entendez , Messieurs , ces imputations ; votre conduite y est calomniée ; tous les membres de votre corps y sont inculpés ; votre capitaine y est plus particulièrement accusé : je suis désigné comme l'un des dragons les moins délicats. D'abord , les inculpations m'étant communes avec vous , je dois m'associer au parti que vous prendrez vous-mêmes ; mais je suis aussi personnellement attaqué : cet homme m'accuse

de trahison ; il m'impute le dessein odieux d'être venu pour égorger MM. les parisiens. » Ma conduite » est pure ; mon zèle n'est pas refroidi ; mon courage » ne s'altère pas : votre confiance , celle du régiment » me dédommagent des dégoûts que me donne cet » ennemi du bien public ; » mais, Messieurs, la calomnie est terrible ; ses traits sont rapides et cruels, et je dois à mon honneur , à ma qualité de citoyen , à celle d'officier de dragons , de suivre , devant les tribunaux ordinaires , une réparation qu'ils ne pourront pas me refuser. »

Ici , supposons encore que le détachement , après avoir fait retirer l'Officier , et s'être fait répéter les inculpations , eût suivi les maximes de l'assemblée générale des représentans de la commune , » et eût témoigné la juste indignation que lui inspiroit une dénonciation calomnieuse contre un officier chargé de sa confiance , et dont la conduite et le discours patriotique avoient mérité des applaudissemens universels dans tous les carefours de Paris ; il auroit ajouté que ce brave capitaine n'ayant rien dit , rien fait de son chef , cette accusation portée par un homme qui n'étoit pas du détachement , contre des hommes qui ne sont désignés que par le mot de cavaliers , porte tous les caractères de la fausseté , et de cette coupable licence qui abuse de la permission de tout dire. En conséquence , il approuve que M. l'officier , à qui il donne le témoignage de son estime , et l'affirmation absolue que les faits qu'on lui impute sont aussi dénués

de vérité que de preuves , se pourvoye dans les tribunaux , pour obtenir une justice éclatante et proportionnée à l'injure qu'on a osé lui faire , et multiplier par la voie des clameurs : ordonnons de plus que le présent arrêté sera imprimé , affiché \* et envoyé à tous les detachemens de dragons et de hussards ».

---

\* Voyez l'extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des représentans de la commune de Paris , du 4 octobre 1789.

La suite à l'ordinaire prochain.

On souscrit à Paris , chez DUFOUR , rue des Cordeliers , N<sup>o</sup>. 6.

*Le prix de la Souscription est de 12 liv. pour trois mois , franc de port par la Poste.*

---

DE L'IMPRIMERIE PATRIOTIQUE.